

l'entretien

« Parier sur la raison des hommes est osé »

Pour Dominique Schnapper,
la collaboration entre l'État
religieusement neutre, les
Églises et les groupes religieux
est souhaitable et inévitable.

Ce samedi, à 17 heures, à Flagey, au colloque « La religion dans la cité », organisé par l'ULB, *Le Soir* et la RTBF, la grande sociologue et politologue française Dominique Schnapper donnera une conférence sur les enjeux de la séparation du politique et du religieux. Avec cette interrogation centrale : le politique peut-il, comme le religieux naguère, créer un « nous » ?

Nos sociétés laïques, sécularisées et en particulier libérales (au sens fondamental du terme), se sont édifiées sur une « excommunication politique du religieux ». La modélisation du renvoi au for intérieur de ce qui fâche et divise (la croyance morale et religieuse) est-elle le secret des démocraties ?

Je n'aime pas beaucoup l'expression « excommunication politique du religieux », « séparation du politique et du religieux » me paraît plus juste, car la séparation de principe s'accompagne inévitablement de formes diverses de collaboration entre l'État religieusement neutre, les Églises et les groupes religieux. Cette collaboration est souhaitable et inévitable, elle prend des formes différentes dans les diverses nations démocratiques en fonction des modalités de la naissance de la modernité politique - modernité politique qui se définit précisément par cette séparation. Aux États-Unis, le président fait état de sa pratique religieuse, prête serment sur la bible et appelle la bénédiction de Dieu sur les armées. Nous sommes loin du style de la

laïcité à la française, mais les Américains sont également citoyens, quelle que soit leur pratique ou leur non-pratique. En ce sens, tous les pays démocratiques sont laïques, même si les modalités concrètes varient d'un pays à l'autre.

Ce bel édifice n'a-t-il pas atteint ses limites quand il s'agit de résoudre des problèmes éthiques de société, comme le clonage humain, le mariage pour tous, l'euthanasie, etc., qui ne peuvent trouver de solution en s'appuyant sur le modèle libéral classique de la « liberté négative » ?...

Les « solutions politiques » sont toujours à revoir et à faire évoluer avec l'évolution des sociétés. Elles ne sont jamais définitives. Il est vrai que les sociétés démocratiques souffrent de ne pas imposer à leurs membres une vision du bien et de l'au-delà. C'est leur vertu et cela peut devenir leur faiblesse. Les progrès de la biologie, en tout cas, sont pour tous une épreuve, car ils remettent en question nombre de conceptions du destin humain qui paraissaient évidentes et les critères moraux qui les accompagnaient. Mais l'épreuve ne concerne pas seulement les sociétés libérales et la démocratie n'est pas plus mal placée que les régimes théocratiques, autoritaires ou totalitaires pour penser ces problèmes et essayer de les traiter aussi raisonnablement que possible.

Selon de nombreux auteurs, d'Emile Durkheim à Régis Debray, seul un lien de nature « religieuse » (ou du moins « sacrée ») peut assurer un lien social, peut créer un « nous ». Or, dans nos sociétés démocratiques, c'est au politique qu'incombe cette lourde tâche. En a-t-il le pouvoir ? C'est une interrogation centrale. Dans les autres sociétés historiques, on a toujours fait appel à une divinité ou à une transcendance pour résoudre les problèmes de la vie en commun. Les sociétés démocratiques sont les seules à ne pas invoquer de légitimité extérieure à elles-mêmes et à confier à la « communauté des citoyens » la tâche de constituer un « nous » faisant appel à la raison de ses membres et au débat rationnel. Cela demande un long apprentissage, ce qui explique la passion des Républicains pour l'École. Cela demande aussi du temps, avant que les pratiques de la démocratie, qui ne sont en rien naturelles ou spontanées, soient intériorisées par les citoyens. Il est vrai que ce pari sur la sagesse et la raison des hommes est osé. Il comporte une dimension utopique. On peut effectivement craindre que le politique et les hommes politiques ne soient pas à la hauteur de cette attente. Il est vrai que les démocraties risquent toujours de sombrer dans l'apathie et la lâcheté, et même la corruption ; qu'elles sont menacées par la médiocrité. Mais c'est le cas de tous les pouvoirs. Qui a dit que la vie humaine était facile ?

Certains estiment aujourd'hui, à l'intérieur même des sociétés occidentales, que cette « Grande Séparation » (entre le poli-

tique et le religieux), pour reprendre l'expression de Mark Lilla, nie et/ou offense certaines traditions ou pratiques culturelles de citoyens de la communauté nationale issus d'autres horizons.

Faut-il entendre ces critiques - et, si oui, jusqu'où ? - ou faut-il considérer que le modèle n'est pas amendable sous peine de s'effondrer sur ses bases à brève échéance ?

Vous évoquez la critique des différents tenants du multiculturalisme. Les modalités des principes démocratiques, y compris la séparation du politique et du religieux, évoluent naturellement. Amendable n'est sans doute pas le mot, mais adaptable, oui. Parce qu'il est conforme à la logique démocratique de prendre en compte des conceptions ou des aspirations nouvelles, y compris celles de populations « issues d'autres horizons », mais avec des limites claires. Les traditions et les conceptions qui peuvent s'inscrire à l'intérieur des valeurs fondamentales - séparation du politique et du religieux, égalité des hommes et des femmes, respect des valeurs de l'autre et des droits humains - sont normalement respectées dans nos sociétés. Mais, en revanche, elles ne peuvent admettre des pratiques qui soient contradictoires avec ces valeurs. Il n'est pas toujours facile, concrètement, de distinguer entre ce qui est compatible avec la vie démocratique et ce qui ne doit pas être toléré. D'autant que la frontière n'est pas placée de la même façon dans les différentes sociétés démocratiques, et qu'elle varie selon les époques. On doit en discuter. C'est le rôle du débat démocratique. Mais il faut que les citoyens et les politiques restent fermes sur ce qui nous fait exister en tant que société démocratique, faute de quoi nous cesserons de faire société et nous risquons, effectivement, l'effondrement que vous redoutez. La démocratie, avec ses limites et ses manquements, est la seule idée dont nous disposons pour organiser humainement les sociétés humaines. ■

Propos recueillis par
WILLIAM BOURTON

Dominique Schnapper

Dominique Schnapper est la fille de Raymond Aron. Politologue et sociologue, elle est directrice d'études à l'École des hautes études en sciences sociales. Connue pour ses travaux sur la sociologie de l'intégration sociale et nationale, l'identité juive en modernité, les politiques d'immigration, les rapports entre le particulier et l'universel, la citoyenneté dans la nation démocratique, on lui doit notamment le classique « La communauté des citoyens » (Gallimard, 1994).